



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 19 octobre 2008

N° 350

PRIX : 0,60 Euro



LA FAILLITE D'UN SYSTÈME QU'IL FAUT

RENVERSER AVANT QU'IL NE PRÉCIPITE

LE MONDE ENTIER DANS LA CATASTROPHE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

La faillite d'un système qu'il faut renverser avant qu'il ne précipite le monde entier vers la catastrophe

Page 3

Côte d'Ivoire: les élections présidentielles : repoussées ou pas, elles ne sont pas une réponse aux maux ...

Page 5

Sénégal: coup de colère contre les coupures d'électricité

Page 6

Mali: inauguration d'une maison de l'immigration

Page 7

Inondations au Tchad: l'imprévoyance et l'insouciance des dirigeants ont aggravé la situation

Page 8

Il y a 50 ans à l'appel de Sékou Touré, les Guinéens votaient "non" au referendum de De Gaulle

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

LA FAILLITE D'UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER AVANT QU'IL NE PRÉCIPITE LE MONDE ENTIER VERS LA CATASTROPHE

La crise financière qui est partie des Etats-Unis et qui a entraîné comme un jeu de dominos la faillite de nombreuses banques en Europe notamment, aura, et a déjà, des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses entreprises anticipent déjà sur la baisse de la consommation en licenciant de manière préventive une partie de leurs personnels. Et ce surplus de chômeurs s'ajoutant aux millions de travailleurs déjà au chômage avant même que n'éclate cette dernière crise ne fera qu'aggraver la baisse de la consommation et provoquer d'autres fermetures d'entreprises.

Cette crise illustre une fois de plus l'aberration de ce système capitaliste qui, même quand il fonctionne « normalement » plonge dans la misère une grande partie de la population laborieuse, y compris dans les pays riches. Toutes les richesses produites du travail humain se trouvent concentrées dans les mains de la grande bourgeoisie qui pille, exploite et sème la désolation aux quatre coins de la planète. Et c'est cette même classe exploiteuse qui fait payer les frais de sa crise à ceux qui en sont déjà les victimes. Les Etats des puissances impérialistes entièrement dévoués à sa cause ont déversé des sommes colossales au profit des grandes institutions financières pour tenter de juguler les faillites en cascade. Et ces sommes, ce sont les contribuables, c'est-à-dire principalement les classes laborieuses qui les payeront d'une manière ou d'une autre. Cela montre oh combien il est plus que jamais nécessaire de mettre fin à ce système inique où la recherche du profit maximum et la concurrence entre les puissances d'argent entraînent la planète toute entière vers une catastrophe. La grande crise de 1929 qui avait fait naître le fascisme en Allemagne et en Italie et qui a abouti à la deuxième guerre mondiale a déjà illustré la barbarie à la quelle peut conduire ce système.

Contrairement à ce que disent un certain nombre de dirigeants et d'intellectuels africains, cette crise ne se cantonnera pas aux frontières des puissances occidentales. Le président sénégalais avait déclaré avec un sourire que c'était « une crise de riches » et que ses conséquences seront « marginales par rapport à l'Afrique profonde ». Un éditorialiste d'un grand magazine africain parle même des « bienfaits » de cette crise. « Il suffit, dit-il, de regarder autour de soi » pour s'en apercevoir. La « détente » des prix des denrées alimentaires et des matières premières est selon lui le « premier effet salutaire de cette crise ». Mais où a-t-il observé la baisse des prix des denrées alimentaires en Afrique? Depuis cette crise le prix du riz

a augmenté à Dakar par exemple alors que la population est déjà victime de la flambée précédente des prix. A Abidjan on n'a constaté aucune diminution des prix des denrées, pas même du prix du carburant dont le pays est producteur alors qu'effectivement le cours international du pétrole a, lui, diminué.

Par contre, la baisse de 15% du cours mondial du coton aura à coup sûr des conséquences néfastes sur les populations paysannes des pays africains comme le Mali, le Burkina ou le nord de la Côte d'Ivoire. Les trois millions de personnes qui vivent, rien qu'au Mali, de la production du coton sont déjà touchées. Leurs revenus déjà maigres vont baisser alors que parallèlement ils subissent le renchérissement du coût des produits alimentaires et des autres dépenses.

Avant même que cette dernière crise n'éclate, les populations pauvres des pays africains étaient

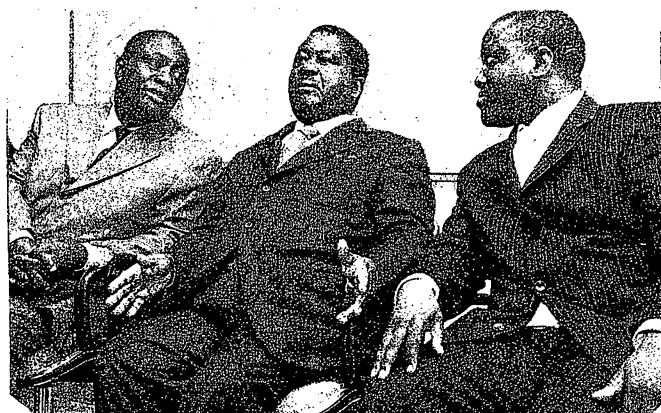
déjà exsangues. Avec la crise leur sort ne fera qu'empirer. Le peu d'aides qui venaient des pays riches vont encore diminuer même s'il est vrai que la grande partie de ces aides était détournée vers les poches de nos dirigeants et contribuait à l'enrichissement de la bourgeoisie du pays donateur.

S'il y a une conclusion à tirer de cette nième crise du système capitaliste c'est que c'est un système en faillite qu'il est plus que jamais temps de renverser pour le remplacer par un autre et dont la logique ne serait pas la recherche du profit mais la satisfaction des besoins de la population. Il faudra pour cela exproprier ceux qui détiennent les moyens de productions et les capitaux pour les mettre au service de tous, à commencer par ceux qui manquent du strict minimum. Cela ne pourra se réaliser que si la classe laborieuse s'organise en conséquence pour prendre en main son destin en même temps que celui de toute la société.

CÔTE D'IVOIRE

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : REPOUSSÉES OU PAS ELLES NE SONT PAS UNE RÉPONSE AUX MAUX DONT SOUFFRENT LES CLASSES PAUVRES

Depuis 2005, les élections présidentielles vont de report en report. Le 30 novembre 2008, qui était la dernière date retenue, a été rejetée à son tour. Les tenants du pouvoir parlent maintenant d'organiser le premier tour des élections au 1er trimestre 2009, sans donner plus de précision.



Quattara, Bedié et Soro

Il faut savoir que pour les prétendants au pouvoir et leurs clans respectifs, accéder au pouvoir et s'y installer, c'est la garantie d'avoir des postes lucratifs et la mainmise sur les caisses de l'Etat. C'est dire l'importance de l'enjeu pour les différents clans en compétition pour le scrutin à venir. Tout le reste, les discours de campagnes, les promesses et autres programmes, ne sont que des accessoires et des mots creux destinés à tromper les électeurs et à capter leur voix.

Pour arriver au pouvoir, ces gens-là sont prêts à tout : magouilles, massacres de populations, incitation à la xénophobie, à l'ethnisme et au nationalisme ; coup d'Etat ; assassinat, etc. Tout cela, nous l'avons vu et surtout vécu et subi en Côte d'Ivoire.

On peut rappeler que lors des dernières élections en date, celles de 2002, Gbagbo et Guéi s'étaient débrouillés pour écarter Bédié et Ouattara de la candidature. Et le jour des résultats, il y a eu deux vainqueurs autoproclamés. Chacun des deux s'était livré à une sorte de partie de « poker

menteur». Finalement, à ce jeu, c'est le « boulanger» qui avait eu le dessus.

Gbagbo et son clan font comme leurs compères Compaoré et Bongo, du Burkina et du Gabon, ou, d'ailleurs, comme Houphouët avant eux: « tant que je tiens le pouvoir, se disent-ils, je le garde» ! Déjà, pour le prix d'un mandat, Gbagbo en aura finalement presque deux, en 2009. Ni lui, ni son clan, n'ont envie de lâcher ce pouvoir auquel ils ont pris goût et qui rapporte gros! Mais Bédié, Ouattara et leurs clans respectifs ne l'entendent certainement pas de cette oreille.

A ce jeu, qui se joue finalement sur la peau des pauvres, s'y ajoute Guillaume Soro et son clan. Eux, leurs ambitions pour cette fois-ci, ce n'est pas de s'installer à la présidence. Mais ils n'entendent pas non plus quitter la scène, même momentanément,

avant d'avoir palpé des milliards de francs, qu'ils estiment sans doute comme étant leur dû, du fait qu'ils tiennent encore aujourd'hui le contrôle économique de toute la zone Nord du pays. Et l'abandon par eux de cette sinécure au profit du pouvoir central est l'objet d'un monnayage qui n'a pas encore abouti. C'est peut-être la principale raison pour laquelle les Forces nouvelles ont demandé le report des élections présidentielles, lors de la réunion qu'ils ont tenue il y a quelques jours.

Dans cette lutte pour le pouvoir, le vainqueur défendra les intérêts de la classe possédante, les siens propres et ceux de son clan. Dans tous les cas, les intérêts des travailleurs ne seront pas défendus, voire, seront combattus. Il n'est pas possible de concilier les intérêts de la chèvre et ceux du chou, pas plus que des exploités et des exploités.

CÔTE D'IVOIRE

PROCÈS DANS L'AFFAIRE DES DÉCHETS TOXIQUES : LE GOUVERNEMENT MONTRE SON MÉPRIS À LA POPULATION

Il y a trois semaines que s'est ouvert le procès du scandale des déchets toxiques. Ce procès qui est une vraie mascarade se présente comme une continuité dans la prétendue « campagne pour la moralisation de la vie publique » initiée par Gbagbo à l'approche des élections. D'ailleurs, cette mascarade a vite été arrêtée. Les accusés présents ayant argué que le principal accusé dans cette affaire, Trafigura, n'était pas présent au procès.

Comment comprendre qu'il faille deux ans pour ouvrir ce procès qui a fait de nombreux morts et des dégâts incalculables sur la vie des populations ? De plus, rien n'a été fait pour arrêter les principaux responsables qui étaient à la tête du Port Autonome

d'Abidjan, de la Douane et du district d'Abidjan. Le gouvernement avait tout juste arrêté quelques lampistes. Ils ont servi de boucs émissaires.

Cette affaire a fait de nombreuses victimes et jusqu'à ce jour on ne mesure pas encore toutes les conséquences provoquées par les déchets qui ont été déversés dans la nature. D'ailleurs, encore aujourd'hui, des déchets non encore ramassés continuent de polluer.

Jusqu'à la fin les autorités auront montré leur mépris pour la vie et la santé de la population ! Gbagbo n'a-t-il pas déclaré, il y a de cela quelques jours : « ce n'est pas un travail que d'être victimes de déchets toxiques pour qu'on vous paie ». Sans commentaire!

SÉNÉGAL**COUP DE COLÈRE CONTRE
LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ !**

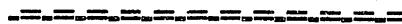
Le 9 octobre dernier, plusieurs quartiers populaires de la proche banlieue de Dakar ont été le théâtre de petites scènes d'émeutes. Des habitants excédés par les coupures intempestives - et de plus en plus longues - de courant, ont assiégé, et parfois saccagé, des locaux de la Sénélec (Société nationale d'électricité). Dans certains endroits, ils ont bloqué la circulation en brûlant des pneus sur les axes routiers. Les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser les manifestants en colère à l'aide de grenades lacrymogènes, notamment au quartier Parcelles Assainies. Mais d'autres quartiers tels que Derké, Khar Yalla, Castor ont connu à peu près les mêmes scènes. Au mois de septembre c'étaient les habitants de la commune de Sédhiou qui s'étaient mobilisés pour les mêmes raisons en organisant un sit-in devant les locaux de la Sénélec.

Cela fait plusieurs années que durent ces coupures électriques à répétition. Mais au lieu de s'améliorer, la situation ne fait que s'empirer. La Sénélec avait été privatisée dans un premier temps pour être renationalisée par la suite car ses dirigeants n'avaient pas rempli leur mission qui était de résoudre une fois pour toutes le problème des coupures. Plusieurs années se sont écoulées et le problème ne fait que s'aggraver. Mais entre temps, un autre problème est venu s'ajouter au calvaire des habitants des quartiers populaires, il s'agit des coupures d'eau. Mais là aussi, ce n'est pas quelque chose de nouveau mais c'est devenu plus fréquent et les coupures deviennent de plus en plus longues. Dans certains quartiers populaires, il arrive assez souvent que les deux soient en même temps coupées et cela peut durer 48 heures voire plus. A cause des coupures électriques des habitants ont perdu leurs appareils électriques comme les téléviseurs. Certains petits commerçants ont perdu des marchandises qu'ils ne peuvent plus conserver dans les réfrigéra-

teurs. Les habitants qui ne sont même pas avertis des coupures d'eau se retrouvent sans des réserves ne serait-ce que pour se désaltérer ou cuisiner. Il faut alors faire des kilomètres pour trouver un robinet. Dans ces quartiers, les centres de santé sont aussi victimes de ces coupures. Le personnel fait ce qu'il peut pour continuer les soins avec le matériel qui est déjà défaillant et insuffisant. On comprend alors que face à l'insouciance des autorités devant la souffrance des habitants des quartiers populaires, la colère longtemps retenue éclate au grand jour.

Le ministre de l'Energie, interrogé sur les coupures de courant, s'est contenté de dire qu'« à l'horizon de 2012 » le Sénégal pourrait produire de l'électricité en quantité suffisante. C'est une insulte envers les usagers des quartiers populaires. Rappelons que les coupures d'eau et d'électricité ne touchent pas de la même manière les habitants des quartiers riches et ceux des quartiers populaires. Les délestages sont sélectifs. Pendant que dans les villas cossues de la Corniche on continue d'arroser les pelouses, on n'a même pas de l'eau à boire dans les quartiers proches. Même chose pour les coupures de courant. De plus, les riches ont tous chez eux des générateurs d'électricité en cas de besoin.

Le gouvernement croit que d'ici 2012, les habitants vont attendre les bras croisés l'accomplissement de cette promesse qu'il ne tiendra certainement pas. Car des promesses de ce genre il en fait des tonnes. Qu'il s'agisse du remplacement du bateau Joola et de l'indemnisation des parents de victimes, du problème casamançais, de la construction du pont de la Gambie, de la construction des logements sociaux, etc. aucune n'a été tenue. Il faudra certainement d'autres coups de colère, d'autres mobilisations associant un nombre plus grand d'habitants pour forcer les autorités à agir.



INAUGURATION D'UNE MAISON DE L'IMMIGRATION À BAMAKO POUR PAS GRAND CHOSE

Le 6 octobre un Centre d'information et de gestion des migrations (CIGEM) a été inauguré à Bamako. Cela s'est passé en grande pompe. A cette inauguration, étaient présents le président Amadou Toumani Touré, le commissaire européen pour le développement et l'aide humanitaire Louis Michel et le ministre français de l'Immigration, Brice Hortefeux.

Ce centre, unique en son genre, est entièrement financé par l'Union européenne, et est appelé à être reproduit dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. L'UE a prévu la somme de 10 millions d'euros pendant une période de trois à cinq ans, pour le fonctionnement du CIGEM.

Selon les organisateurs, il servirait à mieux gérer le flux de migratoire et à développer le Mali. Cela veut dire accueillir les travailleurs maliens de retour dans leur pays, et bien sûr surtout dissuader ceux qui désirent partir en Europe. Ainsi, cela consiste à proposer et distribuer à compte gouttes à ceux qui veulent partir, les quelques contrats à durée déterminée. C'est en quelque sorte comme cela se fait en Espagne pour les travaux saisonniers, pour la cueillette des fruits entre autres. Pour ceux qui reviennent dans leurs pays, ils y seront accueillis et guidés.

C'est une plaisanterie de la part de ces gens là. Cela fait des décennies que les travailleurs

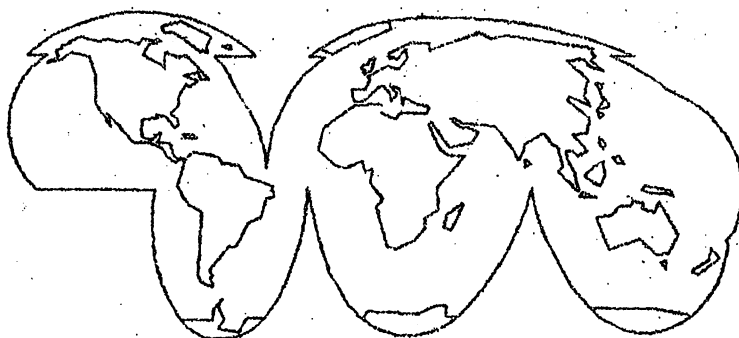
africains réalisent à leur échelle des projets de développement dans leurs régions d'origine. Combien de centres de soins, d'écoles ont été réalisés ! Et l'Etat malien n'est même pas capable de fournir des infirmiers ou des enseignants pour les faire fonctionner. Et tout d'un coup ces dirigeants d'Europe, avec la complicité des dirigeants d'Afrique, veulent nous faire croire qu'ils pensent à notre bien.

C'est démagogique ! Ils savent qu'en Afrique la situation sociale est dramatique. Il y a beaucoup de jeunes au chômage, sans avenir. Ils en ont marre d'être à la charge de la communauté. Ils veulent partir. Ils font tout pour ça, quitte à prendre des risques dangereux, voire mourir.

Ce que veulent les dirigeants européens, en présentant un centre attrayant, c'est lutter contre l'immigration clandestine en provenance de l'Afrique. Ils veulent faire la police dans les pays d'Afrique par l'intermédiaire des dirigeants locaux. Au Mali ATT est prêt à jouer leur jeu.

Alors ce n'est pas la peine de faire croire qu'ils pensent au développement de l'Afrique. Si c'était le cas, ils n'auraient qu'à construire des écoles, des hôpitaux, des routes, etc. C'est sûr que de telles réalisations serviraient :

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

INONDATIONS AU TCHAD

L'IMPRÉVOYANCE ET L'INSOUCIANCE DES DIRIGEANTS ONT AGGRAVÉ LA SITUATION

Les pluies diluviennes qui se sont abattues mi-septembre au Tchad ont provoqué de graves inondations, affectant plus de 30.000 personnes, selon un bilan des ONG.



*septembre 2007: des villageois
après une inondation à l'est du Tchad*

Dans le sud-est, ce sont 8.000 habitants qui ont fui les inondations, surtout ceux qui vivaient dans la zone de Kerfi, suite au débordement du fleuve Bahr Azoum. Cette zone, actuellement difficile d'accès, est abandonnée à son sort. Les ONG parlent de survoler la région, en avion, pour une "mission d'évaluation".

Dans le sud du pays, à cause des pluies tombées entre juillet et octobre, plus de 10.000 personnes ont perdu leurs maisons et leurs maigres biens. Un sinistré raconte : "Les eaux ont détruit une partie de ma maison, la clôture de la ferme est tombée et 20 bêtes ont disparu ainsi que toutes mes poules".

Selon un membre d'un organisme humanitaire, "La plupart des gens sont aujourd'hui

sans abri et vivent encore chez des membres de leurs familles ..." Leur sort risque de perdurer car la Croix-Rouge parle d'une saison des pluies plus longue que la normale, ce qui risque de détruire les prochaines récoltes. L'insécurité alimentaire frappe déjà à certaines portes. Ainsi on a constaté que le kilo du petit mil, une des bases de l'alimentation, coûte un demi dollar, soit 92 % de plus qu'il y a un an, à la même période. Les commerçants ont profité de la situation pour renchérir les prix des denrées alimentaires.

A l'insécurité alimentaire, il faut ajouter les diarrhées, à cause du manque d'eau potable, le paludisme, à cause des flaques d'eaux stagnantes où pullulent les moustiques, et les infections respiratoires qui résultent de cette situation. Si elle perdure, le choléra risque de faire de nouveau son apparition dans le pays.

Que font les autorités face à ces inondations? La ministre des Affaires sociales et de la Famille a déclaré : "Ce que j'ai vu m'a perturbé ... Nous devons nous mettre au travail pour offrir une assistance à nos frères et à nos soeurs". Quant au dictateur Idriss Déby, il s'est contenté de parcourir certains quartiers de Ndjaména envahis par les eaux puis il s'est engagé à faire creuser d'avantage de canaux d'évacuation.

Ce ne sont là que des promesses sans lendemain. Et pourtant, ce n'est pas l'argent qui manque. Il y a la manne pétrolière. Cela aurait permis de venir au secours des populations frappées par ces inondations.

Mais Déby et son clan sont trop préoccupés à se remplir les poches. Le sort des sinistrés, ce n'est pas leur problème.

IL Y A 50 ANS À L'APPEL DE SÉKOU TOURÉ LES GUINÉENS VOTAIENT NON AU REFERENDUM DE DE GAULLE

Le 2 octobre dernier, la Guinée Conakry a fêté le 50^{ème} anniversaire de son indépendance. Nous saisissons cette occasion pour revenir sur cet évènement qui a été perçu comme un symbole d'espoir par tous les peuples assujettis par la colonisation, que ce soit en Afrique sub saharienne ou dans le Maghreb ou dans les îles de l'océan indien.



*Sékou Touré le jour de la proclamation
de l'indépendance de la Guinée*

Le 28 septembre 1958, la Guinée a répondu "non" au referendum de De Gaulle sur le projet de constitution. Sékou Touré proclame aussitôt l'indépendance du pays. Il est érigé en héros de la décolonisation.

Quel était le contexte de l'époque ? Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre qui est alors la principale puissance coloniale, commence à se retirer de ses possessions d'Asie, mais aussi des colonies d'Afrique ainsi que des territoires qu'elle contrôlait aux quatre coins de la planète. Dès lors il apparaissait de plus en plus clairement que le statut des colonies françaises était appelé à évoluer vers plus d'autonomie, voire vers l'indépendance.

L'ONU qui venait de naître, proclamait « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Mais en même temps elle laissait les mains libres aux

puissances colonisatrices de cette époque. Les Etats-Unis et l'URSS, grands vainqueurs de la guerre, toléraient cette situation mais cherchaient néanmoins à étendre leur influence à travers le monde. C'est dans ce contexte que la France entreprend de réformer le cadre juridique qui régit son empire colonial. En 1956, la loi cadre de Gaston Deferre accorde une certaine autonomie aux colonies en leur permettant d'élire des assemblées territoriales et un conseil de gouvernement.

En 1958, De Gaulle rappelé au pouvoir pour résoudre la crise algérienne, propose une nouvelle constitution pour la France, celle qui donnera naissance à la Vème République. En ce qui concerne les colonies, cette constitution prévoit de les regrouper dans une « Communauté française » destinée à maintenir celles-ci sous la coupe de l'impérialisme français et à préserver son pré carré des convoitises non dissimulées des autres grandes puissances.

Au mois d'août 1958, De Gaulle entreprend une tournée dans les colonies afin de présenter son projet et vérifier les liens avec les cadres de chacun des pays concernés. Sékou Touré qui est alors président du Conseil de gouvernement de la colonie, lui déclare lors d'un discours public, que « nous préférons vivre la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage! ». Il encourage les Guinéens à se prononcer en faveur du "non".

Le « non » l'emporte avec 95% des voix. Le 2 octobre, la Guinée est indépendante. Le pays est en fête. Très rapidement de nombreuses personnes se mettent au travail gratuitement pour soutenir le nouvel Etat naissant. Les étudiants guinéens à l'étranger rentrent au pays pour apporter leur aide à ce régime qui se dit progressiste et révolutionnaire. Comparé à Senghor au Sénégal et à Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, tous les deux très liés à la puissance colonisatrice, Sékou Touré est perçu comme celui qui a « sauvé l'honneur de l'Afrique » et fait figure d'anti-impérialiste intransigeant. La prise de conscience par les populations de leur dignité longtemps bafouée par les colonisateurs, s'accompagne par bien des illusions à l'égard de ce dirigeant et par la suite à l'égard d'autres leaders nationalistes à travers le continent africain.

La réaction de la métropole n'a pas tardé. Elle a retiré immédiatement son concours administratif et financier. Une fuite systématique des capitaux est organisée. Devant cette situation créée par la France pour étrangler cette nouvelle république, le gouvernement fut contraint de nationaliser une partie de l'économie et de créer une monnaie guinéenne. Les banques, le commerce extérieur, les réseaux de l'eau et de l'électricité, les mines d'or et de diamant, passeront sous le contrôle de l'Etat.

C'est ainsi que la Guinée se tourne vers l'URSS. En septembre 1960, celle-ci lui accorde une aide financière pour la construction d'un barrage hydroélectrique sur le Konkouré. C'est grâce à ce barrage que l'aluminium peut être traité après extraction de la bauxite dont la Guinée est l'un des principaux producteurs mondiaux. Plusieurs gisements pourront être exploités par des compagnies mixtes. Aux côtés du gouvernement guinéen sont associés dès lors des trusts américains, canadien, allemand, italien. Les compagnies françaises Ugine Kuhlmann et Usiner restent en bonne place malgré la détérioration des relations avec la France. Les dirigeants guinéens estiment alors qu'ils n'ont plus besoin de l'aide de l'URSS. Leurs relations avec celle-ci se détériorent rapidement jusqu'à la rupture un an plus tard.

L'indépendance de la Guinée a permis à une nouvelle couche de dirigeants d'accéder à des privilèges jusque là réservés aux seuls blancs.

Ces dirigeants et les cliques qui gravitent autour, ne se gênent pas pour afficher leur standard de vie luxueux et provocateur à l'égard de l'immense majorité de la population privée de tout. Pour celle-ci le nouvel Etat n'a pas apporté une quelconque amélioration des conditions d'existence.

A partir de ce moment le mécontentement à

l'égard de Sékou Touré n'a pas cessé de grandir. Son régime ne tolère aucune critique. Il invente des complots et en profite pour mettre en prison de nombreux militants syndicalistes.

Mais la répression ne se limite pas à la base. En juillet 1976, Diallo Telli haut dignitaire du régime et 1er secrétaire général de l'OUA depuis 1964, est arrêté et envoyé dans la chambre de torture du camp Boiro, un lieu de détention situé dans la périphérie de la capitale. Il faisait figure de rival possible du dictateur. Celui-ci le condamnera à mort, sans procès.

Les victimes de la répression de ce régime despotique de parti unique se comptent par dizaines de milliers parmi les petits commerçants des villes et aussi parmi les paysans pauvres surtout s'ils s'agissaient de Peuhls, ethnie représentant plus du quart de la population. De nombreux militaires ainsi que des jeunes encore élèves dans les écoles des différentes villes, sont arrêtés en masse et subissent des tortures dans les geôles de Sékou Touré. Durant les 25 ans de son pouvoir, deux millions de personnes sur une population totale d'environ sept millions, ont dû fuir à l'étranger la misère et le régime de terreur.

Sékou Touré est mort en 1984. Depuis cette époque le pays est dirigé par Lansana Konté, un dictateur malade dont le pouvoir appuyé sur l'armée héritée de son prédécesseur, est très controversé dans le pays. Finalement depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, le peuple de Guinée, que ce soient les travailleurs des villes, les paysans pauvres ou la jeunesse vivant dans les quartiers défavorisés, continue de vivre dans la misère et sous le joug de la dictature. Seulement celle-ci a changé de mains et de forme puisqu'il y a l'indépendance politique et en théorie le multipartisme.

En Guinée comme ailleurs, l'émancipation sociale des classes exploitées reste un objectif à préparer et à accomplir.

=====

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.